

Affaires courantes

VIA RAIL

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le privilège de déposer aujourd'hui une pétition certifiée recevable par le greffier des pétitions au titre de l'article 36. Cette pétition est signée de nombreux habitants de la ville de Toronto. Elle signale que le gouvernement, comme son prédécesseur libéral, a refusé de donner à VIA le soutien nécessaire pour lui permettre de réaliser tout son potentiel en mettant sur pied le réseau national de transport ferroviaire de voyageurs que désirent et méritent les Canadiens. Ils demandent au Parlement de respecter l'engagement initial qu'il avait pris d'appuyer VIA Rail.

* * *

[Français]

OPPOSITION AU PROJET D'ÉTABLISSEMENT D'UNE TAXE
SUR LES PRODUITS ET LES SERVICES

Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent): J'ai l'honneur de déposer deux pétitions de Canadiens demandant à ce gouvernement de retirer la taxe proposée sur les biens et services, conformément à l'article 36 du Règlement.

[Traduction]

M. Joe McGuire (Egmont): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 j'ai l'honneur de présenter à la Chambre une pétition émanant de la population de London en Ontario, qui demande de repousser le projet de taxe sur les produits et services présenté par le gouvernement.

M. Lyle Vanclief (Prince Edward—Hastings): Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui pour présenter deux pétitions émanant de Canadiens de London en Ontario, qui demandent au Parlement de repousser le projet de taxe sur les produits et services.

M. Tom Wappel (Scarborough—Ouest): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter quatre pétitions certifiées correctes. Les quatre, qui totalisent 116 signatures, portent sur la taxe proposée sur les produits et services et demandent au Parlement de faire ce qu'il est censé faire, c'est-à-dire écouter le peuple qui, dans ce cas, lui dit catégoriquement et sans équivoque de rejeter toute mesure législative présentée pour faire adopter cette taxe.

Ce n'est que le début des dizaines de pétitions que font signer les électeurs de la circonscription que je représente.

VIA RAIL

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, en vertu de l'article 36 du Règlement, j'ai le plaisir de présenter une pétition au nom de gens de l'Ouest qui s'inquiétaient—c'était avant les faits—des réductions projetées des services de VIA Rail. Nous pouvons maintenant enlever le mot «projetées». Les pétitionnaires demandent au gouvernement de revoir sa décision.

C'est un honneur pour moi que de présenter cette pétition.

M. Lyle Dean MacWilliams (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, j'ai moi aussi l'honneur de présenter à la Chambre, en vertu des dispositions de l'article 36 du Règlement, des pétitions dûment certifiées par le greffier des pétitions. Ces pétitions, portant la signature de Canadiens d'un bout à l'autre du pays, exhortent le gouvernement, compte tenu des réductions bien précises dans le service assuré par VIA Rail dans leurs régions respectives, à revenir sur sa décision et à moderniser ce même service, de façon à le rendre plus rapide, plus économique, plus sûr, plus pratique, et plus respectueux de l'environnement, et à en faire une option de transport à faible consommation d'énergie destiné à remplacer d'autres moyens de transport.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE
DÉPÔT DE DOCUMENTS

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, si la question n° 75 était transformée en ordre de dépôt de document, ce document serait déposé immédiatement.

M. le vice-président: Plaît-il à la Chambre que la question n° 75 soit transformée en ordre de dépôt de document?

Des voix: D'accord.

[Texte]

LES BUDGETS DES MINISTÈRES

Question n° 75—**M. Caccia:**

1. Dans chaque ministère ou organisme, quelle politique, quel budget et quels programmes, selon les prévisions budgétaires de 1989-1990, a) visent à la mise en oeuvre, b) découragent la mise en oeuvre d'un développement soutenable au point de vue environnemental?

2. Quels sont respectivement les budgets et les années-personnes pour chacun de ces programmes?